

DEUX-SÈVRES

LA QUESTION DU JOUR

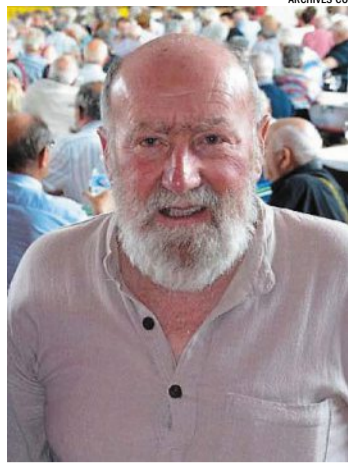
L'Etat veut désigner publiquement le nom des fraudeurs fiscaux : soutenez-vous cette mesure ?

RÉPONSE À LA QUESTION D'HIER
Etes-vous allergique aux pollens ?

Oui	44%
Non	49%
7% Sans opinion	

Total des votes : 625

VOTEZ SUR NOTRE SITE
www.courrierdelouest.fr



ARCHIVES CO

Les retraites agricoles en question

Dans un courrier adressé aux députés des Deux-Sèvres, le président de l'Association départementale des retraités agricoles (ADRA79), Régis Flau (photo), demande que « les parlementaires de La République en marche fassent pression sur le gouvernement pour que les 85 % du SMIC soit mis en application pour 2018 avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2018. » Régis Flau rappelle que « l'Assemblée nationale a voté le 2 février 2017 à l'unanimité les 85 % du SMIC tous partis confondus », c'est-à-dire la revalorisation des retraites agricoles à ce taux. Mais la mesure se fait attendre.

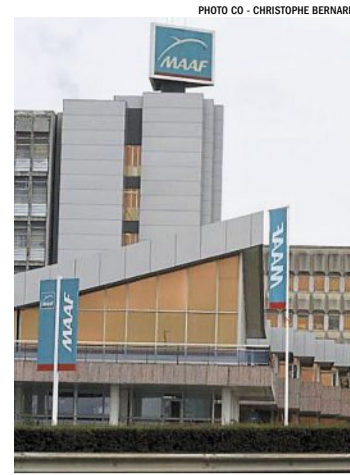


PHOTO CO - CHRISTOPHE BERNARD

Handicap : Covéa embauche

Covéa, groupe mutualiste dont la MAAF, à Niort, fait partie, a construit un accord handicap afin d'être plus efficace dans les moyens mis en œuvre et d'offrir plus de cohésion dans son engagement en faveur de l'insertion et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Cet accord, signé pour trois ans, a reçu l'agrément des Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. Il prévoit notamment de « recruter et intégrer 120 nouveaux collaborateurs à horizon 2020 ».

Oiseaux : le chant du cygne ?

Mené par le CNRS de Chizé depuis 1994, le suivi des oiseaux des campagnes fait apparaître un déclin massif. Irréversible ?

Julien RENON
redac.niort@courrier-ouest.com

Il y a de quoi pousser des cris d'orfraie. Car à la lueur des résultats sur le suivi des oiseaux des campagnes publiés concomitamment, par le Muséum national d'histoire naturelle et le Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dans le sud Deux-Sèvres, de nombreuses espèces battent de l'aile au-dessus des terres agricoles de notre département et d'ailleurs. Et pas qu'un peu.

« Un point de rupture est-il en passe d'être franchi pour les oiseaux ? »

VINCENT BRETAGNOLLE, Directeur de recherche au CNRS de Chizé

L'alouette des champs, la fauvette grisette ou le bruant ortolan ont, ainsi, perdu un tiers de leurs effectifs depuis 2001. Pour les perdrix rouges et grises, c'est même l'hécatombe avec 80 et 90 % de la population décimée d'après les relevés réalisés depuis 1994 par les chercheurs locaux et les ornithologues chevronnés dans la zone atelier « Plaine et Val de Sèvre » (voir par ailleurs). « On aurait encore pu élargir la liste noire car le déclin s'observe sur la centaine d'espèces spécialistes et généralistes que nous avons pris l'habitude d'étudier dans les milieux agricoles. C'est très troublant », déplore Vincent Bretagnolle, directeur de recherche au CNRS, presque surpris par la caisse de résonance médiatique de ces derniers jours.

« Elle est bienvenue mais j'ai l'impression que l'on commence seulement à prendre la mesure de la réalité. Or, cette baisse est une tendance de fond très régulière qui s'est même aggravée en 2016 et 2017 d'après nos expertises terrain. Certaines théories écologiques prédisent l'existence de points de rupture dans le fonctionnement des écosystèmes : est-il en passe d'être franchi pour les oiseaux ? » interroge le chercheur qui craint un prochain « printemps silencieux dans



Vincent Bretagnolle indique que la population d'alouettes des champs a fondu d'un tiers en moins de vingt ans dans la zone « Plaine et Val de Sèvre ». Photo CEBC

les campagnes françaises ». Une sombre perspective qui a incité les scientifiques à communiquer davantage pour jouer les lanceurs d'alerte auprès de l'opinion. Cet effondrement est, en effet, à mettre en relation avec celui des insectes dans nos plaines, victimes de l'usage des néonicotinoïdes. « Quand la nourriture de base vient à manquer, c'est toute la chaîne alimentaire qui est impactée. C'est une mécanique implacable qui freine le renouvellement des populations », fait observer l'écologue qui n'oublie pas, non plus, d'incriminer

« les intrants chimiques » mais aussi « l'uniformisation » des paysages agricoles liée à la baisse du nombre d'exploitants et à l'augmentation de la taille des parcelles. « Les éléments semi-naturels comme les haies, prairies, bordures de chemins, bandes fleuries, murets sont en nette diminution. Ce sont autant de possibilités de reproduction en moins pour les espèces », poursuit celui qui pointe du doigt « le modèle agricole actuel » dominant. « Les résultats de nos observatoires montrent clairement où on va si on ne

fait rien. Mais ce n'est pas à une profession de s'adapter. C'est à l'ensemble des citoyens et des décideurs politiques d'agir vite et à grande échelle », martèle Vincent Bretagnolle pour qui la voie à suivre pour sortir de l'impasse est celle de « l'agroécologie ». Ou comment se construire un avenir « à partir de ressources naturelles qui offrent une pérennité à nos écosystèmes et à nos sociétés humaines. Mais encore faut-il qu'il reste de la biodiversité... »

14

ZONES ATELIER EN FRANCE

« L'intérêt de ces grands territoires est de soulever de grandes questions d'environnement en rassemblant des spécialistes divers. Ce sont des plateformes de recherches expérimentales, à l'interface entre les sociétés humaines et les écosystèmes », souligne Vincent Bretagnolle, chargé de piloter ce réseau national par le CNRS - Institut Ecologie Environnement.

REPÈRES

160 points d'écoute

Les résultats révélés il y a quelques jours proviennent de deux observatoires alimentés par les relevés des ornithologues amateurs et professionnels sur le terrain. Piloté par le Muséum national d'histoire naturelle, le Suivi temporel des oiseaux communs (STOC) s'est mis en place dès 1989 avec un ajustement de la méthode d'échantillonnage en 2001 « pour obtenir une image plus fidèle du territoire français ». Le Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC) a, lui, démarré son comptage sur les 450 km² de la zone atelier « Plaine et Val de Sèvre » à partir de 1994. « Depuis le début, nous procédons exactement de la même manière. Les observateurs se postent aux 160 points d'écoute et répertorient tous les oiseaux vus ou entendus dans un rayon de 200 mètres », indique Vincent Bretagnolle. « Ce qui est frappant, c'est que la mise en parallèle de nos données avec celles collectées au niveau national par le Muséum dégage des tendances quasi-identiques. Pour l'alouette des champs, l'un des observatoires parle d'une baisse de 33 % et l'autre de 35 %. On est dans une fourchette extrêmement étroite qui renforce la fiabilité de nos études menées indépendamment l'une de l'autre. »

<http://www.za.plaineval-sevre.cnrs.fr>

« Des chiffres accablants et bouleversants »

3 QUESTIONS À

Delphine Batho, députée (PS) de la 2^e circonscription des Deux-Sèvres et ancienne ministre de l'Ecologie.

Quels commentaires vous inspirent les résultats du CNRS et du Muséum national d'histoire naturelle ?

« J'y vois la confirmation d'un effondrement violent des écosystèmes. C'est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces chiffres sont accablants et bouleversants. Surtout ils sont à corrélés avec la disparition massive des insectes à la base de la chaîne alimentaire. Ce basculement est dramatique. Il faut arrêter de parler de transition ou de mutation. Il y a urgence à infléchir cette courbe ! »

Comme Vincent Bretagnolle, pensez-vous que le changement du mo-



Le 7 décembre, Delphine Batho avait convié la mission parlementaire au CNRS. Photo CO - Marie DELAGE

dèle agricole est la clef ?

« C'est une évidence ! Le problème, c'est que, depuis des années, les pouvoirs publics se défont sur le dos des agriculteurs en renvoyant la fin de certaines pratiques à leurs choix individuels. Il y a là une énorme hypocrisie politique. Car c'est bien à l'Etat et même à l'Europe de se sa-

sir, par exemple, de la question de l'utilisation des pesticides et de les interdire purement et simplement. Le CNRS de Chizé a déjà démontré qu'en réduisant leur utilisation, les rendements n'étaient pas impactés et les revenus agricoles augmentaient (lire CO du 26 octobre 2017). On sait que l'agroécologie est la clé, qu'elle préserve les écosystèmes et permet aux exploitants de vivre correctement de leur travail. Alors pourquoi rien n'est fait en ce sens ? »

En décembre dernier, vous aviez invité vos collègues de la mission d'information parlementaire sur les produits phytosanitaires à venir au CNRS. Les conclusions étaient attendues au printemps...

« Elles devraient tomber début avril. Nous avons une réunion ce jeudi à ce sujet. Et je n'accepterai pas que ce rapport soit vide de sens. On ne peut plus attendre. »

« C'est facile d'accuser le monde agricole »

3 QUESTIONS À

Philippe Moinard, agriculteur à Prahecq, en plein dans la zone atelier « Plaine et Val de Sèvre », et président de la FNSEA Nouvelle-Aquitaine.

Quel regard portez-vous sur le déclin des oiseaux de campagne ?

« Je ne mets pas en doute les résultats mais je n'aime pas les raccourcis qui sont faits derrière. Certaines espèces perdent un tiers de leurs effectifs. C'est alarmant mais il en reste encore deux tiers ! Tout n'est pas perdu. Quant aux perdrix rouges, peut-être que la protection du busard, qui est un de leurs prédateurs, explique en partie leur disparition. Quid aussi de la réduction des parcelles et de l'artificialisation des terres ? Les causes sont multiples mais c'est plus facile d'accuser le monde agricole. On aime bien nous taper dessus. »



Agriculteur à Prahecq, Philippe Moinard, préside la FNSEA Nouvelle-Aquitaine. Photo CO - Christophe BERNARD

Vincent Bretagnolle avance bien plusieurs facteurs. Il cible aussi davantage un modèle que les exploitants eux-mêmes...

« Peut-être. J'ai du respect pour lui mais il nous caricature. On n'arrête pas de faire évoluer nos pratiques depuis trente ans. Il y a eu des abus mais aujourd'hui, il y a du mieux. On

emploie encore des produits phytosanitaires, mais bien dosés, ils ont un vrai intérêt. On ne les utilise pas par plaisir mais ces traitements font aussi gagner plusieurs heures de travail. Et malgré ça, on ne vit pas correctement. Il faut aussi se rendre compte de notre réalité. »

Et si celle-ci prenait demain la forme de l'agroécologie comme le souhaite le CNRS ?

« Ils ont fait des études dessus mais qu'ils nous démontrent que ce modèle est bien durable. J'attends de voir. Si déjà on pouvait mieux maîtriser la gestion de l'eau grâce aux bassines sur notre territoire, on pourrait diversifier nos cultures et faire de la production à haute valeur ajoutée. C'est ce qui me préoccupe aujourd'hui. Comme le fait que les citoyens et les grandes surfaces ne veulent pas payer le juste prix. »